

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Brésil

### Résumé

Une publication du SER de Brasília  
Semaine du 30 juin 2025

#### Le chômage diminue et atteint 6,2% en mai

Il recule de 0,3 point de pourcentage sur un mois et de 0,9 point sur un an, confirmant une nouvelle fois la résilience du marché du travail, malgré un contexte de taux d'intérêt élevés. Les revenus réels effectifs poursuivent également leur progression, ce qui devrait soutenir la consommation et conduire à un ralentissement économique plus graduel que prévu.

#### L'assurance au Brésil : un marché en mutation promis à une croissance de plus de 10% en 2025

En pleine transformation depuis 2024 grâce à une réglementation modernisée et à la digitalisation, ce marché a généré 751 Md BRL de primes en 2024, représentant 6,4% du PIB, principalement grâce à la croissance des assurances de personnes. Pourtant, plus de 80% de la population demeure non assurée, notamment à cause d'un faible niveau d'éducation assurantielle, révélant un important potentiel de croissance.

#### LE CHIFFRE A RETENIR :

**516,2 Md  
BRL**

(81 Md EUR) C'est le montant des ressources mises à disposition pour l'agriculture par le gouvernement fédéral dans le cadre du *Plano Safra 2025/2026*, un montant record en hausse de 8 Md BRL par rapport au Plan précédent.

#### Le coût des programmes sociaux : des programmes en expansion dans un contexte budgétaire contraint

Depuis la pandémie, les dépenses fédérales des programmes sociaux ont fortement augmenté, atteignant 383,3 Md BRL en 2024, notamment grâce à l'expansion de la *Bolsa Família*, du BPC et de nouvelles initiatives. Cette dynamique, renforcée sous la présidence de Lula, vise à élargir la couverture sociale, notamment pour les familles les plus vulnérables. Elle s'inscrit toutefois dans un contexte de tension budgétaire.

#### Graphique de la semaine : Évolution des primes collectées par segment du marché de l'assurance

### Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+2,4%	+15,8%	139 056
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	-3,6%	-32,2%	145
Taux de change USD/BRL	-1,6%	-12,0%	5,44
Taux de change €/BRL	-1,2%	-0,4%	6,39

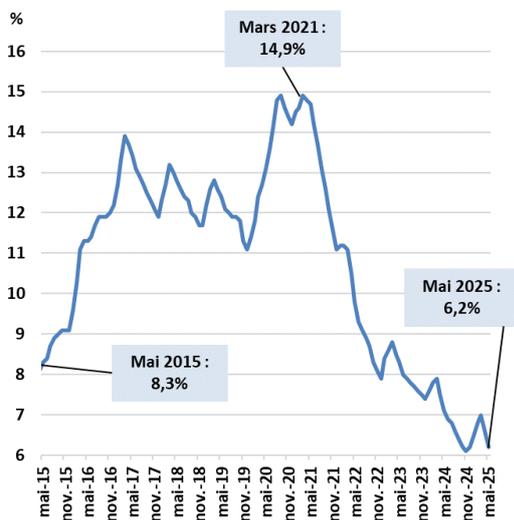
Note : Données du jeudi à 10h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

# Actualité macro-économique & financière

## Le chômage diminue et atteint 6,2% en mai

Le marché du travail brésilien poursuit sa trajectoire positive, avec une nouvelle hausse de l'emploi et des revenus, et une baisse du chômage. Selon l'Institut brésilien de statistique (IBGE), le taux de chômage s'est établi à **6,2% sur le trimestre clos en mai<sup>1</sup>**, en baisse par rapport à avril (6,5%) et en nette amélioration sur un an (7,1%). Le chiffre est également en ligne avec les prévisions de marché qui tablaient sur un taux à 6,3% en mai. **Le nombre de chômeurs s'élève désormais à 6,8 millions**, soit une baisse de 8,6% sur le trimestre et de 12,3% en glissement annuel (7,8 millions).

Taux de chômage (% , trimestriel)



Source : IBGE

**La population active est quant à elle en hausse de 2,5% sur l'année, atteignant désormais 103,9 M de travailleurs** – un rythme qui reste stable depuis le début de l'année, indiquant une absence de

signes clairs de ralentissement du marché du travail. Le taux d'emploi s'établit ainsi à 58,5% de la population en âge de travailler, ce qui reste faible par rapport aux niveaux observés dans l'UE (70%). La croissance de l'emploi est portée par le secteur formel (+3,7%) et le secteur public (+3,4%), tandis que la croissance de l'emploi informel ralentit (+0,2%).

**Le revenu annuel moyen du travail, toutes catégories d'emploi confondues, s'est élevé à 46 670 BRL en mai** (7 300 EUR), soit une progression de 3,1% en termes réels par rapport à l'année précédente (45 280 BRL). Ce rythme marque une modération par rapport au pic de +5% observé mi-2023. Toutefois, la progression reste supérieure aux gains de productivité estimés par les économistes, soulevant des inquiétudes quant à la pression inflationniste sur les services, selon la Febraban. **En parallèle, la masse salariale a progressé de 5,8% en glissement annuel**, atteignant 355 Md BRL en mai, soutenant les perspectives de consommation des ménages.

\*\*\*

**Dans le secteur formel de l'économie, 149 000 emplois ont été créés en mai 2025, contre 258 000 en avril** selon le [Registre général des travailleurs et des chômeurs](#) (CAGED). Le chiffre est inférieur aux attentes du marché local qui prévoyait 176 000 emplois créés en mai.

**La création d'emploi ralentit de manière générale, à l'exception du secteur agroalimentaire**, qui a quadruplé ses créations d'emplois entre avril et mai (+17 348 postes). En revanche, les autres secteurs (services, commerce, industrie et construction) ont créé substantiellement moins d'emplois. **Par région**, le Sudeste concentre l'essentiel des créations (+74

<sup>1</sup> Trimestre se terminant en mai (mars 2025 – avril 2025 – mai 2025).

536), suivi du Nordeste (+45 888) et du Nord (+10 836).

**Malgré le repli mensuel, les chiffres confirment le dynamisme du marché du travail** : sur les trois derniers mois, la moyenne des créations nettes reste largement au-dessus du seuil "neutre" estimé à 60 000 par la banque Itaú, ce qui confirme la résilience de l'emploi, même dans un contexte de taux d'intérêt élevés.

## Etudes économiques & financières

### L'assurance au Brésil : un marché en mutation promis à une croissance de plus de 10% en 2025

Longtemps structuré autour du modèle de bancassurance et dominé par quelques grands groupes liés aux banques publiques ou privées (Bradesco, Itaú, Banco do Brasil, Caixa), le secteur de l'assurance au Brésil connaît depuis quelques années une transformation profonde. Cette évolution est portée par un cadre réglementaire modernisé en 2024<sup>2</sup>, une digitalisation rapide des services, l'essor des *insurtechs* et une mutation des attentes des consommateurs, notamment face au vieillissement démographique et aux risques climatiques.

**Le marché se divise en deux segments distincts** : l'assurance hors santé privée, régulée par la Surintendance des assurances privées (SUSEP<sup>3</sup>), et l'assurance santé privée, supervisée séparément par l'Agence nationale de la santé complémentaire (ANS<sup>4</sup>). En 2024, le premier segment a généré près de 436 Md BRL de primes, en hausse de 12,3% sur un an (7,1% en termes réels) selon la SUSEP. En incluant la santé privée, **le total s'élève à 751,3 Md BRL, soit près du double, avec une croissance de 12,2% d'après la CNseg<sup>5</sup>. L'assurance représente ainsi environ 6,4% du PIB brésilien en 2024, contre**

---

<sup>2</sup> Deux lois adoptées en 2024 ont restructuré le secteur assurantiel brésilien : la loi n° 15.040/2024 a modernisé le cadre des contrats d'assurance, renforçant transparence et sécurité juridique ; la loi complémentaire n° 213 a, quant à elle, facilité l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché. Ces réformes s'inscrivent dans le mouvement plus large d'ouverture et de digitalisation du secteur, notamment à travers l'initiative Open Insurance lancée par la SUSEP (*Superintendência de Seguros Privados*),

l'organe régulateur et superviseur du marché de l'assurance brésilien.

<sup>3</sup> *Superintendência de Seguros Privados*

<sup>4</sup> *Agência Nacional de Saúde Suplementar*

<sup>5</sup> La CNseg (*Confederação Nacional das Seguradoras*) est la Confédération nationale des assureurs au Brésil.

**6% en 2022.** Ce taux reste cependant modeste face aux économies avancées où la pénétration dépasse généralement 10%, soulignant **un potentiel de développement important**, notamment pour les populations à faibles revenus.

**En 2024, le segment « assurances de personnes » hors santé privée a été le plus dynamique, avec une croissance des primes de 15,6% pour atteindre 269,3 Md BRL, tirée par une hausse de 16,3% du VGBL** (assurance vie avec capitalisation libre), désormais un outil clé d'investissement et de complément de revenu. Les autres assurances de personnes ont également progressé de plus de 10%. Le segment « dommages et responsabilités », couvrant les biens matériels et la responsabilité civile, a crû de 7,5%, porté par l'assurance patrimoniale (+16,3%, soit 28 Md BRL de primes) et l'assurance des risques financiers (+14,4%, à 8,9 Md BRL). En revanche, **les assurances automobile (58 Md BRL) et rurale (14,2 Md BRL) ont enregistré des croissances plus faibles, respectivement 3,3% et 1,5%.**

**Parallèlement, le secteur a versé 504,2 Md BRL d'indemnisations de toutes natures** (243 Md hors santé privée et 261,2 Md en santé privée), soit une hausse globale de 7,8% par rapport à 2023.

**Les perspectives pour 2025 restent solides, avec une croissance attendue de 10,1% selon la CNseg.** Les assurances de personnes continueront de tirer la croissance (+9,5%), suivies par la santé complémentaire (+10,9%), les produits dommages (+8,2%) et la capitalisation (+5,5%). **Cette dynamique s'appuiera sur la personnalisation des offres grâce à l'intelligence artificielle, au big data et à la télémétrie**, qui permettent d'ajuster les primes aux profils de risque réels. Le développement des micro-assurances, des assurances à la demande et des produits intégrant des critères ESG renforcera également l'inclusion financière et la diversification, selon la CNseg.

**Le marché reste cependant confronté à des défis structurels majeurs.** Près de

70% de la population ne bénéficie d'aucune couverture formelle privée, qu'il s'agisse d'assurance de santé privée ou de participation à des régimes contributifs de protection sociale. Seuls 18% disposent d'une assurance-vie et 9% d'un plan de retraite privé. Le déficit d'éducation financière, la perception de l'assurance comme un produit onéreux, la prédominance de l'économie informelle, la méfiance envers les institutions ainsi que la forte sensibilité du secteur aux cycles économiques et aux variations des taux d'intérêt, qui influencent la confiance des consommateurs, freinent encore la diffusion des produits assurantiels. L'assurance automobile, par exemple, demeure facultative, à l'exception du DPVAT (couverture obligatoire des dommages corporels), et les garanties plus étendues ne sont exigées qu'en cas de financement bancaire, notamment pour l'achat de véhicules ou de biens immobiliers, où une assurance-crédit devient obligatoire. L'assurance agricole, pourtant stratégique dans une économie tournée vers l'agrobusiness, reste elle aussi marginale : à peine 6% des surfaces cultivées sont assurées, essentiellement dans le Sud, une région fortement exposée aux risques climatiques. Selon la Confédération nationale des assureurs, **la concrétisation du potentiel de croissance du secteur dépendra d'un engagement accru des pouvoirs publics en faveur de l'inclusion assurantielle, de la diffusion de la culture de l'assurance et du développement d'un marché plus accessible et diversifié.**

## Le coût des programmes sociaux : des programmes en expansion dans un contexte budgétaire contraint

Les dépenses fédérales du Brésil consacrées à la *Bolsa Família* et au BPC<sup>6</sup> (*Benefício de Prestação Continuada*), deux des principaux programmes sociaux du pays, ont fortement augmenté entre 2004 et 2019, passant de 10 à 89 Md BRL par an.

En 2020, la pandémie de Covid-19 a marqué un tournant, avec la création de l'*Auxílio Emergencial*, une aide exceptionnelle qui a temporairement remplacé le *Bolsa Família*. Ce programme a représenté à lui seul près de 4% du PIB, portant les dépenses sociales fédérales (y compris le BPC) à 375 Md BRL cette année-là.

Après l'extinction progressive de l'*Auxílio Emergencial*, le *Bolsa Família* a été relancé en 2021 sous le nom d'*Auxílio Brasil*. Les dépenses sont alors revenues à 216,7 Md BRL (y compris le BPC).

En 2022, dans un contexte électoral, les montants versés au titre de l'*Auxílio Brasil* ont été significativement revalorisés. Cette dynamique s'est poursuivie en 2023 avec le retour officiel du programme sous le nom *Bolsa Família*, renforcé par le nouveau gouvernement Lula. Son budget a augmenté de 47%, avec un relèvement du minimum mensuel par famille de 400 à 600 BRL, ainsi que l'introduction de compléments pour les enfants (150 BRL par enfant de 0 à 6 ans, 50 BRL de 7 à 18 ans).

**Avec la hausse soutenue sur cette période, les dépenses liées à la *Bolsa Família* et au BPC atteignent 274,8 Md**

**BRL en 2024.** En prenant en compte le *Seguro Desemprego*<sup>7</sup> et l'*Abono Salarial*<sup>8</sup>, l'ensemble des programmes de transferts sociaux fédéraux, ont représenté 383,3 Md BRL de dépenses publiques fédérales en 2024. Vingt des 27 États fédérés disposent également de leurs propres programmes sociaux (bourses, bons alimentaires), pour un total estimé à 4,2 Md BRL, auxquels s'ajoutent diverses initiatives municipales.

**En parallèle, le gouvernement a intensifié ses efforts pour améliorer l'identification des bénéficiaires d'aides sociales**, avec un double objectif : mieux cibler les populations marginalisées, notamment les communautés indigènes et les familles vivant dans les zones reculées, et lutter contre les fraudes dans un contexte de pression budgétaire croissante. La plupart des aides étant attribuées par foyer, et non par individu, le nombre de déclarations de familles monoparentales avait fortement augmenté sous l'administration Bolsonaro, en particulier durant la pandémie, période où les incitations financières étaient renforcées (les mères seules recevaient par exemple le double de l'*Auxílio Emergencial*).

**Pour corriger ces distorsions, le gouvernement a relancé à partir de 2023 la politique dite de « pente-fino »** — un processus de révision et de vérification des dossiers inscrits dans le *Cadastro Único*, le registre social fédéral. Cette opération a conduit à l'exclusion d'environ 3,7 millions de foyers en 2023-2024, permettant de réduire les coûts et de recentrer les aides sur les bénéficiaires réellement éligibles.

<sup>6</sup> Le *Benefício de Prestação Continuada*, ou Bénéfice de Prestation Continue, est une allocation mensuelle équivalente à un salaire minimum, versée aux personnes de plus de 65 ans ou en situation de handicap, dont le revenu familial par tête est inférieur à un quart du salaire minimum.

<sup>7</sup> Le *Seguro Desemprego* est une allocation chômage versée aux travailleurs formels licenciés sans faute grave.

<sup>8</sup> L'*Abono Salarial* est une aide annuelle versée aux travailleurs à bas revenu, correspondant à un salaire minimum. Pour en bénéficier, les salariés doivent remplir certaines conditions, notamment exercer un emploi formel.

**Depuis l'adoption du nouveau cadre budgétaire (*arcabouço fiscal*)<sup>9</sup> en 2023, la hausse des dépenses primaires est strictement encadrée. Malgré ce contexte plus contraint, de nouveaux programmes ont été créés**, comme le *Pé-de-Meia* (2024), une aide financière pour lycéens issus de familles vulnérables (8,2 Md BRL de budget annuel), ou *Luz do Povo* (juin 2025), qui offre la gratuité des 80 premiers kWh d'électricité aux ménages à faible revenu. L'accès à l'aide pour le gaz de cuisine a également été élargie à travers la transformation, à partir de 2025, du programme *Auxilio Gas*, qui offrait une allocation monétaire aux familles, vers le programme *Gas para todos*, qui distribuera directement des bouteilles de gaz gratuites aux foyers éligibles. Pleinement effectif l'année prochaine, ce nouveau programme aura un budget de 13,6 Md BRL en 2026, contre 3,7 Md BRL pour *Auxilio Gas* en 2024, et concernera 20,8 millions de familles, contre 5,6 millions pour *Auxilio Gas* en 2024.

**Néanmoins, en 2025, des ajustements sont toutefois prévus**, avec notamment une réduction de 6,4 Md BRL du budget du BPC après réévaluation des bénéficiaires, et 2,3 Md BRL d'économies attendues sur la *Bolsa Família* grâce à la poursuite du « *pente-fino* ».

**Le principal défi à venir pour les autorités sera de concilier la poursuite d'une politique sociale ambitieuse, en particulier sa politique de lutte contre la pauvreté, avec des pressions budgétaires croissantes.** Selon le Tribunal des Comptes de l'Union (TCU), la *Bolsa Família* est à ce jour le seul

programme fédéral à avoir atteint 100% de ses objectifs<sup>10</sup> sous l'actuel gouvernement, contrairement à d'autres secteurs comme l'éducation de base ou les infrastructures routières et ferroviaires.

\* \* \*

---

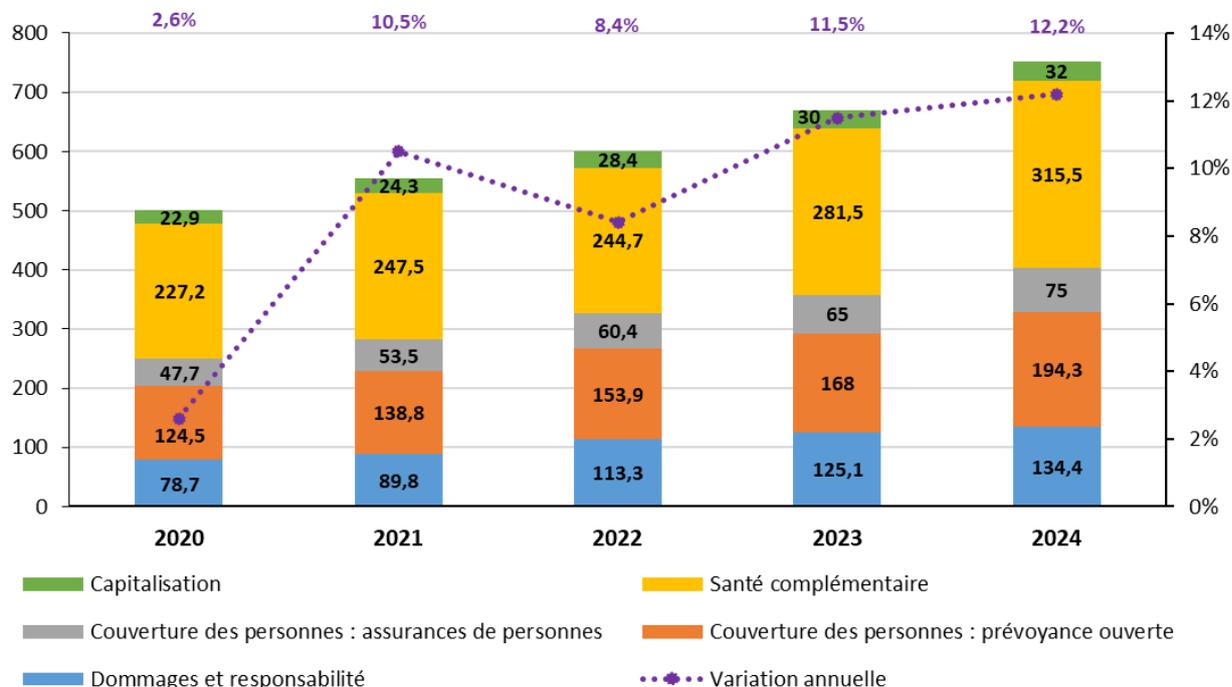
<sup>9</sup> Cette règle, entrée en vigueur en 2024, limite la croissance des dépenses primaires du gouvernement fédéral à 70% de la variation réelle des recettes primaires de l'année précédente, avec un plafonnement de cette croissance réelle des dépenses fixé entre +0,6% et +2,5%.

<sup>10</sup> Le nouveau *Bolsa Família* sous le gouvernement Lula vise à éradiquer la faim d'ici 2026 et réduire la pauvreté

en garantissant un revenu minimum de 600 BRL par foyer, modulé selon la composition familiale, tout en renforçant les conditionnalités scolaires et sanitaires. Il intègre également des outils pour mieux identifier les bénéficiaires et s'articule avec d'autres politiques publiques pour un impact global renforcé.

# Graphique de la semaine

## Évolution des primes collectées par segment du marché de l'assurance (en Md BRL, % de variation annuelle)



Source : CNseg

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasília.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier) et Antoine Smeekaert (Stagiaire).

Abonnez-vous : [celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr](mailto:celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr)